



## NON AU DIKTAT FINANCIER SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC

Dimanche 5 juillet de 15 h à 16 h  
Festival Résistances : chapiteau associatif

### Grèce vs UE Démocratie vs Tyrannie

#### Grèce

- ✓ 5 mois de négociations, de nombreuses concessions
- ✓ Volonté de respecter le programme de salut public sur lequel Syriza a été élu, et les électeurs
- ✓ Démocratie exemplaire : recours au référendum pour une décision qui engage l'avenir de la nation et de l'UE

#### UE

- ✓ Intransigeance totale, étranglement financier, ultimatum
- ✓ Refus de toute démocratie (du NON de 2005 au vote Syriza de 2015)
- ✓ Dictature des marchés : intervention illégale par des instances non élues dans les choix de pays souverains

Les partenaires de la « Troïka » voulaient maintenir les négociations dans le secret dans le domaine technique et comptable ; tout en jouant au bras de fer politique avec le gouvernement grec pour imposer la poursuite de mesures dont les conséquences sont une crise humanitaire sans précédent.

Alexis Tsipras les a délibérément renvoyés au domaine politique en convoquant le 5 juillet un référendum demandant au peuple souverain de trancher dans le différend qui l'oppose aux créanciers de la Grèce.

*« Après cinq mois de négociations, nos partenaires en sont venus à nous poser un ultimatum, ce qui contrevient aux principes de l'UE et sape la relance de la société et de l'économie grecque. Ces propositions violent absolument les acquis européens. Leur but est l'humiliation de tout un peuple, et elles manifestent avant tout l'obsession du FMI pour une politique d'extrême austérité. (...) Notre responsabilité dans l'affirmation de la démocratie et de la souveraineté nationale est historique en ce jour, et cette responsabilité nous oblige à répondre à l'ultimatum en nous fondant sur la volonté du peuple grec. J'ai proposé au conseil des ministres l'organisation d'un référendum, et cette proposition a été adoptée à l'unanimité » (A.Tsipras)*

La réaction de l'Eurogroupe, qui se réunissait ce samedi à Bruxelles, a consisté en un acte qui conjugue l'illégalité la plus criante avec la volonté d'imposer ses vues à un Etat souverain.

En décidant de tenir une réunion *en l'absence d'un représentant de l'Etat grec* l'Eurogroupe vient de décider d'exclure *de fait* la Grèce de l'Euro. **Ceci constitue à l'évidence un abus de pouvoir. Il est hors de question pour les dirigeants européens qu'un pays échappe à la politique menée par les capitalistes, les banques et les gouvernements qui imposent aux populations une austérité sans limite.**

Aucune procédure permettant d'exclure un pays de l'Union Economique et Monétaire (nom réel de la « zone Euro ») n'existe actuellement.

Le gouvernement grec serait donc fondé d'attaquer la Commission et le Conseil à la fois devant la Cour Européenne de Justice mais aussi devant la Cour Internationale siégeant à La Haye.

L'Union Européenne repose sur des règles de droit qui s'appliquent à tous. Toute décision de violer ces règles contre un pays particulier constitue une menace pour l'ensemble des membres de l'Union Européenne.

Cela révèle au grand jour la nature fondamentalement antidémocratique des institutions de l'UE et le fait que cette dernière soit en train de se constituer en Tyrannie au mépris de la souffrance des peuples.

**Tous ceux qui, en Europe, se battent pour la démocratie apportent leur soutien au peuple grec et à son gouvernement qui se bat pour pouvoir appliquer son programme de justice sociale et s'engagent à poursuivre l'aide humanitaire nécessaire envers le peuple grec en souffrance.**

Signataires : ATTAC 09, Citoyens, CGT 09, Collectif pour un Audit Citoyen de la dette publique, Collectifs FG 09, Ensemble 09, FSU 09, NPA 09, PCF 09, PG 09, Secours populaire 09, Solidaires 09, Vraiment à Gauche  
IPNS Ne pas jeter sur la voie publique